

DST 2 TG1 – Barèmes, attendus et correction.

Distinguez les processus de massification et de démocratisation scolaires

Attendus de forme :

- Respecter la méthodologie : Paragraphe en trois temps (Introduction / Développement / Conclusion)
- Répondre en mettant en avant la ou les différences entre les deux processus *cf. Distinguez* et organiser la réponse autour de la distinction, les points communs sont donc H.S.

Attendus de fond : Être capable de définir les deux processus et notamment de rapprocher le processus de démocratisation de celui d'égalité des chances en termes de réussite scolaire. Un seul paragraphe respectant la méthode est suffisant pour répondre à la question.

Illustrations attendues : Massification scolaire en France (volonté politique avec la création des bacs professionnels et technologiques et/ou nécessité sociale et économique)
Démocratisation à illustrer par les différences de réussite scolaire selon le milieu social.

D'autres éléments de réponses peuvent être proposés à partir du moment où le sujet est bien ciblé.

Barème :

0-1 → Vous ne répondez pas ou très partiellement au sujet (H.S) et ne mobilisez pas les connaissances de cours. La méthodologie n'est pas respectée.

1-2 → Quelques connaissances mobilisées mais qui ne répondent que partiellement au sujet ou de manière non explicite, la méthodologie n'est pas totalement respectée et des confusions persistent.

2-2.75 → Des connaissances mobilisées mais parfois quelques confusions (formulation, vocabulaire, etc.) voire des erreurs dans la réponse apportée à la question. Des efforts pour respecter la méthodologie.

3-3.5 → Des connaissances mobilisées pour répondre clairement à la question, la méthodologie est respectée dans l'ensemble. De petites confusions qui ne nuisent pas à la réponse apportée.

4 → Des connaissances mobilisées pour répondre clairement à la question, la méthodologie est respectée ET les deux processus ont bien été distingués et illustrés.

Erreurs ou manquements fréquents :

- Allongement de la durée des études = massification et non démocratisation
- Ne pas relier la démocratisation à la recherche de l'égalité des chances pour bien distinguer les deux processus

EC2.1

A l'aide des données du document, comparez la répartition des différentes contributions à la croissance économique de l'Allemagne et des Etats-Unis en 2017

Attendus forme :

- Respect de la méthodologie : réponse en 4 temps QQQQ/SOU/ROI/B.T
- Ne pas mentionner d'autres pays que ceux concernés pas la question.

Attendus fond :

- Lecture des deux outils statistiques mobilisés : Le taux de variation (sens et rythme) et les contributions à lire en point de %.
- Lecture en % pour le taux de variation et en point de pourcentage pour les contributions.
- En conclusion distinguer croissance intensive et extensive pour les deux pays (non obligatoire)
- Petit calcul : Ecart de rythme en point de % pour le taux de variation ou transformation des contributions en % → La PGF explique par exemple 50% de la croissance allemande en 2017.

Barème :

- 0-0.5 : La méthodologie n'est que peu ou pas respectée et l'interprétation statistique n'est pas satisfaisante.
- 0.75-1 : Des efforts pour respecter la méthodologie mais des erreurs de lectures qui empêchent de savoir si l'outil statistique est véritablement maîtrisé. Les contributions sont commentées mais pas le taux de variation.
- 1.25-1.75 : La méthodologie est globalement respectée et les outils statistiques correctement interprétés dans l'ensemble (lecture en % du taux de variation et en point de pourcentage pour les contributions à cette variation.)
- 2 : Méthodologie respectée et outils statistique maîtrisé + petit calcul.

Erreurs fréquentes :

- Ne pas voir le taux de variation
- Ne pas utiliser le vocabulaire intensive / extensive
- Bien préciser que ce sont des contributions à la croissance
- Parler en % pour les contributions.
- « le taux est de » « le taux de croissance augmente de »
- Ne pas commenter le taux de variation (il faut utiliser tous les outils du document)
- Bien comparer, au moins dans le bilan le cas de l'Allemagne et des USA.
- « Une contribution de la PGF de 1,2 points » sans préciser que c'est une contribution à la croissance, ce qui devrait vous obliger à commenter le taux de variation.
- Mots interdits : « taux » / « la part » / « le pourcentage »

EC2.2

À l'aide des données du document et de vos connaissances, montrez que les contributions à la croissance ne se réduisent pas à la seule accumulation des facteurs de production.

Attendus forme : Respect de la méthodologie : réponse en paragraphes en trois temps → (Introduction / Développement avec lecture statistique / Conclusion).

« ne se réduisent pas » il s'agit de montrer, peut-être en deux temps que si une partie de la croissance peut être qualifiée d'extensive, elle peut aussi s'expliquer par la PGF : croissance intensive.

Attendus de fond :

- Être capable de relier les données du document et les intitulés des colonnes aux deux types de croissance : la croissance extensive (accumulation des facteurs) et intensive (PGF).

Barème :

- **0-1** : La méthodologie n'est que peu ou pas respectée, la majorité de la réponse est H.S et les données du document sont peu ou pas exploitées.
- **1.25-1.75** : Des efforts pour respecter la méthodologie mais les données ne sont pas reliées aux définitions ou les notions de cours sont présentées de façon confuse.
- **2-2.75** : La réponse est bien ciblée, mais les données ne sont pas forcément bien lues ou les mécanismes reliant les contributions à la croissance ne sont pas du tout évoqués. Un seul pays est évoqué donc le document n'est pas tout à fait exploité. (Cf. attention)
- **3-4** : Réponse bien ciblée, données correctement lues et reliées aux mécanismes de cours même si petites erreurs ou confusions.

Attention :

- Même si la réponse est bien ciblée, il est impossible d'avoir plus de 2/4 en cas d'absence de lecture de données issues du document. Le document doit servir à illustrer au moment du développement.
- Il n'est pas forcément attendu ici des explications exhaustives sur pourquoi l'accumulation des facteurs ou la PGF génèrent de la croissance même si ce lien doit logiquement être évoqué.

Lola bien

Erreurs fréquentes :

- Ne pas confronter deux pays pour distinguer croissance extensive et intensive.
- Ne pas utiliser de données, et notamment le taux de variation → La croissance fait partie de la question.
- Cadre institutionnel favorable ce n'est pas le sujet → Accumulation (quantité) des facteurs VS PGF (productivité des facteurs)
- Ne pas relier la PGF à la productivité des facteurs
- La PGF concerne quand même les facteurs : « la PGF a ainsi plus contribué à la croissance économique que les facteurs de production ».

EC3 :
Vous
montrerez
que la
protection
sociale
contribue
à la
justice
sociale

Attendus de forme :

La réponse doit comprendre :

- Une introduction en trois temps *Accroche* + lien avec le sujet ... et/ou contextualisation et/ou définition(s) articulée(s) / sujet Annonce de la démarche
- Un développement *Cohérence* // au sujet : §. Ciblés (autocorrection, sans HS) et enchaînements logiques
- Exploitation des documents : Utilisés et reliés (au sujet ; entre eux ; à des faits pertinents...) avec lecture des données chiffrées.
- Une conclusion : enseignement tiré du raisonnement (≠ d'un résumé) et/ou élargissement.
- Paragraphes apparents (alinéas, cohérence des sauts de ligne...)
- Orthographe + expression (claire, précise...)

Attendus de fond :

- Être capable de relier les différentes mesures de la protection sociale à une contribution à la justice sociale → amélioration de l'égalité des chances ou réduction des inégalités de situation (économiques et/ou sociales) et illustrer avec les données des documents.
- Document 1 : Contribution de la protection sociale à la justice sociale notamment par la redistribution verticale → réduction des inégalités de revenu. Mais aussi financement de services collectifs par ces prélèvements, comme l'école → réduction de l'inégalité des chances. Mais aussi la redistribution horizontale, bien que contributive, contribue à la justice sociale en protégeant les individus de certains risques sociaux.

Attention : Ici les documents 2 et 3 n'apportent pas nécessairement de nouvelles idées mais permettent d'illustrer par des données les éléments de la protection sociale présentés dans le document 1.

Erreurs fréquentes :

- Ne pas relier les définitions de protection sociale et justice sociale (égalité des droits, des situations, des chances)
- Premier paragraphe de définition qui n'est qu'une paraphrase du document 1
- Lecture du taux de pauvreté en utilisant les mots taux ou part. Dans l'ensemble, il faut aussi appliquer la méthode de lecture des stats à l'EC3. Ex : « les personnes pauvres représentent 22% de la population totale avant redistribution, le niveau de pauvreté étant établi à 60% du revenu médian ».
- EC3 pas une dissertation.
- Parler de l'école, discrimination positive, ce n'est pas de la protection sociale. Pour s'en sortir, passez par le financement des infrastructures publiques de santé.
- « Dans le document 2... »
- Première partie de définition qui ne répond au sujet
- Débat sur l'efficacité, effets désincitatifs et financement ne répondent pas au sujet donc → Ouverture.
- Sujet coupé en deux : « Nous verrons dans un premier temps la logique d'assurance puis celle d'assistance et enfin en quoi elles contribuent à la justice sociale » + Revoir les annonces de plan

Barème :

1 Copies quasiment blanches ou ne traitant pas le sujet

1,5 - 2,5 Manque très important de références de base (pas de mécanismes ou de notions au programme). Aucune utilisation des documents.

3 - 4,5 Sujet mal traité : la consigne n'est pas respectée - Manque de pertinence du raisonnement (voire hors sujet) - Trop peu de mécanismes ou de notions au programme en lien avec la consigne - Trop peu ou pas de références aux documents, non compensées par des connaissances personnelles adaptées – Structure non visible ou devoir incomplet.

5 - 6,5 Un raisonnement conforme à la consigne - Qualité inégale - Quelques références aux mécanismes ou aux notions au programme assez bien maîtrisées – Des maladresses (des oublis ; des erreurs) - Peu de références aux documents.

7 - 8,5 Un raisonnement satisfaisant et conforme à la consigne - Des références aux mécanismes ou aux notions au programme bien maîtrisées - Des documents relativement bien exploités.

9-10 Très bonnes copies (traitement précis de la consigne, avec des connaissances particulièrement solides des mécanismes et notions au programme, exploitation pertinente des documents). Attention : même à 10 sur 10 une excellente copie peut comporter des imperfections.

*Dissertation :
Peut-on dire
qu'une
approche en
termes de
classes
sociales est
toujours
pertinente
pour rendre
compte de la
société
française
actuelle ?*

Attendus de forme :

- La réponse doit comprendre une introduction en trois étapes

1. Cadre du sujet : Accroche/Intégration des mots clefs : articulation vers le sujet et définition(s)
2. Cœur du sujet : Mise en valeur de la cible, qualité du questionnement ou problématique
3. Traitement du sujet : Plan annoncé et adapté au sujet

- Un développement structuré en deux parties en appliquant la méthode de rédaction des paragraphes

(Introduction/développement/B.T ou conclusion) :

Annnonce des sous parties (A ; B....) / Coordination des paragraphes / Utilisation documents (textes et chiffres) / présence de bilans et de transitions pour relier les paragraphes.

-Une conclusion en deux étapes

1. Le bilan (qui n'est pas un simple résumé) : Qualité de la réponse apportée et/ou de l'enseignement tiré
2. Elargissement : Autre chap. ; mise en perspective avec une théorie ; fait (historique, actualité ...)

Attendus de fond :

- Le sujet nécessite d'être capable de présenter et d'utiliser la théorie des classes sociales de K. Marx *cf. Programme : **Connaître les théories des classes et de la stratification sociale dans la tradition sociologique (Marx, Weber)***
- Pour discuter de la pertinence d'une approche en termes de classes sociales, il est attendu de mobiliser certaines notions du programme (il n'est pas forcément attendu d'utiliser toutes ces notions et tout autre argument pertinent pour traiter le sujet est accepté) : *cf. Programme : **Comprendre que la pertinence d'une approche en termes de classes sociales pour rendre compte de la société française fait l'objet de débats théoriques et statistiques : évolution des distances inter- et intra-classes, articulation avec les rapports sociaux de genre, identifications subjectives à un groupe social, multiplication des facteurs d'individualisation.***

Erreurs fréquentes :

- Ne pas discuter le « société actuelle » dans l'introduction alors que c'est l'élément du sujet qui peut permettre de problématiser (*cf. brouillon 1*).
- Un constat : A chaque fois que le terme de classe sociale n'est pas défini ou au moins discuté en introduction, il est difficile de dépasser la moyenne, c'est une notion essentielle du sujet (*cf. brouillon 1*).
- Préférez sont « moins pertinente » que « plus du tout pertinente » (*cf. brouillon 4*)
- Modifier les sujets : « les classes sociales et les PCS » (*cf. brouillon 4 → Plan de base*)
- Usage du nous « Nous » / En outre / Confondre catégories populaires et catégories valorisées.
- Ne pas utiliser les documents ou très partiellement et ne pas appliquer la méthode de lecture statistique à ces documents.
- Ne pas annoncer les sous-parties, ce qui rend difficile la lecture.

Barème :

Copies quasiment blanches ou ne traitant pas le sujet et ne respectant aucunement les formes.	1
Manque très important de références de base (pas de mécanismes ou de notions au programme, pas d'argumentation) associé à une absence totale d'utilisation des documents.	2 - 5
Sujet mal traité : manque de rigueur répété dans la démonstration, manque de pertinence du plan (voire hors sujet) - Trop peu de mécanismes ou de notions du programme sont mobilisés - Trop peu de références aux documents.	6 - 9
Une problématique et une démonstration correctes - Quelques références aux mécanismes ou aux notions au programme assez bien maîtrisées, mais des maladresses (réponse partielle ou superficielle ; des erreurs) - Peu de références aux documents. Des connaissances de fond mais plan déséquilibré, non lisible, etc. Le sujet n'est pas toujours au cœur de la démonstration.	10 - 13
Problématique et démonstration satisfaisantes - Références aux mécanismes ou aux notions au programme bien maîtrisées - Documents assez bien exploités.	14 - 16
Très bonnes copies (très bonne maîtrise du sujet, avec des connaissances particulièrement solides des mécanismes et notions au programme, exploitation pertinente des documents). <i>Attention : même à 20 sur 20 une excellente copie peut comporter des imperfections.</i>	17 - 20

Correction :

EC 1 : Distinguez les processus de massification et de démocratisation scolaires

Les économistes ont montré que l'éducation avait des externalités positives en matière de croissance et développement. Ainsi les pouvoirs publics sont-ils incités à investir dans ce service en général public pour les écoles destinées aux plus jeunes. En construisant des écoles, collèges et lycées l'administration publique (A.P.U.) favorise la massification scolaire. La finalité étant souvent l'acquisition de diplôme on peut penser qu'en ouvrant à tous l'accès à l'école l'APU favorise aussi la démocratisation scolaire mais relativement seulement.

En effet, le fait d'ouvrir un droit à l'éducation à tous permet d'atteindre des taux de scolarité pour les plus jeunes proches de 100 % (l'école en France par ex. est obligatoire jusqu'à 16 ans). Il y a donc bien massification scolaire qui peut même se poursuivre dans les études supérieures (ex. hausse rapide en France des inscriptions à l'université du fait d'un objectif de 80 % de bacheliers pour chaque cohorte. Cette politique a eu un effet de masse en élargissant le baccalauréat à des bac techno et des Bac pro). Dans une société hiérarchisée et méritocratique l'acquisition de diplômes, quel que soit le milieu social de l'individu, peut favoriser de la mobilité sociale ascendante (pour les milieux les plus modestes ayant acquis des diplômes) comme descendante (pour les catégories supérieures ayant eu un parcours scolaire raccourci). Cette mobilité transformerait la massification en démocratisation scolaire par le vecteur de l'égalité des chances si celle-ci était manifeste.

Cependant les études sociologiques (stratégie de l'acteur, effet de domination...) montrent que les catégories supérieures « utilisent mieux » l'institution scolaire ce qui conduit à des phénomènes de reproduction sociale relativement... massifs ! En mobilisant un capital culturel mieux adapté et à un degré moindre un capital économique supérieur (ex. financement des études longues notamment dans les grandes écoles...) les enfants de milieux fortement dotés en ressources sociales ont une réussite scolaire discriminante lors de l'accès aux diplômes... et aux situations sociales les plus hautes.

Ainsi, favoriser la massification scolaire est une condition nécessaire (égalité des droits) mais pas suffisante pour assurer l'égalité des chances autrement dit la démocratisation scolaire

EC2

Contribution des facteurs de production et de la productivité globale des facteurs (PGF) à la croissance économique en 2017

Pays	Contribution des heures travaillées (en points de %)	Contribution du facteur capital (en points de %)	Contribution de la PGF (en points de %)	Taux de croissance économique (en %)
France	-0,1	0,7	1,6	2,2
Allemagne	0,8	0,4	1,2	2,4
Etats-Unis	0,8	0,6	0,7	2,1
Espagne	2,1	0,6	0,8	3,5
Royaume-Uni	0,7	0,5	0,6	1,8
Japon	0,4	0,2	0	0,6

1) Ce document a pour objets le PIB de différents pays et les contributions à l'accroissement de celui-ci en 2017. Il a été publié en 2019 par l'OCDE.

Ce tableau est construit autour d'un taux de variation exprimé en pourcentage permettant de comparer le sens et le rythme de l'évolution du PIB, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis. Les contributions à l'évolution du PIB sont-elles exprimées en points de pourcentage.

En 2017 les PIB de l'Allemagne et des Etats-Unis augmentent presque au même rythme, avec une hausse du PIB de 2.1% aux Etats-Unis contre 2.4% en Allemagne. Soit une hausse légèrement plus rapide en Allemagne, de trois points.

Cependant, les contributions à cette croissance ne sont pas tout à fait les mêmes. En effet en Allemagne, l'accumulation des facteurs de production et la PGF expliquent chacune 50% de l'augmentation du PIB (1,2/2.4). Aux Etats-Unis, l'accumulation des facteurs des production contribue à hauteur de 1.4 points à la hausse de 2.1% du PIB contre 0.7 points pour la PGF.

Ainsi, la croissance des Etats-Unis peut être qualifiée d'extensive car elle s'explique plutôt par l'accumulation des facteurs de production. Alors que la croissance s'explique autant par l'accumulation des facteurs que par la PGF.

2) montrez que les contributions à la croissance ne se réduisent pas à la seule accumulation des facteurs de production. (4 points)

Lorsqu'on étudie les **sources de la croissance**, il est possible de mesurer la part de cette **croissance** liée à l'accumulation des facteurs, mais cette accumulation ne permet pas d'expliquer l'entièreté de la **croissance**, il reste alors un « résidu ». Par exemple, pour expliquer l'augmentation du PIB de 2.2% en France en 2017, on ne peut se contenter de la contribution de l'accumulation des facteurs de production qui n'explique que 0.6 points (0.7-0.1) de cette augmentation, avec même une contribution négative pour ce qui est de l'accumulation du facteur travail. Il reste alors bien un résidu de 1.6 points qui explique plus de la moitié de la croissance française en 2017.

Ce résidu qu'on appelle aussi résidu de Solow ou encore « la mesure de notre ignorance » est, dans les modèles de **croissance**, la partie de la **croissance** qui ne peut être expliquée par une augmentation de la quantité des facteurs de production, c'est-à-dire par leur accumulation. Cependant, le résidu a très vite été associé à la **Productivité dite Globale des Facteurs ou PGF**. Lorsque la **productivité s'élève** cela signifie qu'avec la même quantité de travail et de capital, on parvient à **produire plus** (ou qu'avec moins de travail et de capital on parvient à produire autant). Pour les économistes, cette **hausse** de la **productivité** s'explique notamment par l'innovation qui génère du progrès technique.

Ainsi, la **PGF** mesure la **croissance de la production** non imputable à la croissance des quantités de facteurs de production (le capital et le travail). On parle alors de **croissance intensive comme en France en 2017**.

Cependant, si l'amélioration de la PGF peut être considéré comme le moteur de la croissance à long terme, il n'est pas rare d'observer sur une année une croissance dite plutôt extensive et donc surtout liée à l'accumulation des facteurs des facteurs de production. C'est le cas par exemple au Japon en 2017, où la totalité de la croissance, il est vrai peu rapide (+0.6%), ne s'explique que par l'accumulation des facteurs avec une contribution de 0.4 points pour le travail et 0.2 points pour le capital, pour une hausse du PIB de 0.6%, par ailleurs la hausse la moins rapide pour les pays observés en 2017 par l'OCDE.

EC3

À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que la protection sociale contribue à la justice sociale.

Proposition d'introduction...

D'après la DRESS en 2019 en France les personnes pauvres (définies comme ayant des revenus inférieurs à 60% du revenu médian) représentent 22.2 % de la population totale. Après redistribution le poids relatif des pauvres dans la population totale passe à 14% soit une réduction de la pauvreté de 14 points. (Document 1).

Ainsi dans les sociétés démocratiques comme la France, les systèmes de protection sociale fondés sur la redistribution (verticale et/ou horizontale) participent à la réduction des inégalités de situation. Cette volonté de réduction des inégalités s'inscrit dans une conception de la justice sociale fondée sur la garantie de l'égalité des droits mais donc aussi sur la réduction des inégalités de situation et la promotion de l'égalité des chances.

Il est donc possible de montrer que le système de protection sociale français contribue bien à la justice sociale en réduisant les inégalités de situation par un système de redistribution horizontale puis verticale, notamment financé par les prélèvements obligatoires.

... et de conclusion.

Ainsi, le système de protection sociale français permet par la réduction des inégalités de situation de contribuer à la justice sociale dans une vision se rapprochant de l'égalitarisme libéral où les individus doivent disposer des mêmes chances d'atteindre des positions valorisées ce qui ne peut se faire qu'en leur garantissant une certaine protection face aux risques sociaux et en protégeant aussi les plus démunis pour leur permettre d'échapper à des situations de pauvreté. Pour atteindre ces objectifs, la protection sociale peut aussi s'accompagner du financement de services collectifs comme l'école ou la mise en place de mesures de discrimination positive.

Cependant, toutes ces politiques ont un coût (cf.doc 1) et le financement par les prélèvements obligatoires des politiques de justice sociales peuvent se heurter à la limite du consentement à l'impôt. Les Etats démocratiques pourraient aussi être confrontés à des problématiques de financement de ces actions dans un contexte où les taux d'intérêts sur le marché des fonds prêtables sont de nouveau à la hausse.

Plan Possible :

<p><i>A) La redistribution horizontale...</i> Réduire les inégalités de situation et donc contribuer à la justice sociale en protégeant les individus qui font face à des risques sociaux → Doc 1 pour les mécanismes et Doc 2 pour illustrer : « Les prestations de santé représentent 35.1% des prestations de protection sociale versées en 2019 ».</p>	<p><i>B) ... s'accompagne en France d'une redistribution verticale...</i> Réduire les inégalités de situation et donc contribuer à la justice sociale en versant aux individus les plus démunis des prestations non contributives et sous conditions de ressources → Doc 1 pour les mécanismes et Doc 3 pour illustrer : « Avant redistribution 32.3% des personnes en situation de handicap ou de perte d'autonomie sont considérées comme pauvre, après redistribution elles ne représentent « plus que » 17.8% de cette catégorie. »</p>	<p><i>C) ... financée notamment par des impôts progressifs (impôts sur le revenu).</i> Réduire les inégalités de situation et donc contribuer à la justice sociale par le simple mécanisme de financement différencié en fonction des ressources des ménages du système de protection sociale → D'où la question du consentement à l'impôt (à présenter en ouverture).</p>
--	---	--

Dissertation

Peut-on dire qu'une approche en termes de classes sociales est toujours pertinente pour rendre compte de la société française actuelle ?

Introduction :

(*Accroche par un terme « problématique » du sujet*) : La société française actuelle peut être définie de plusieurs manières. Sur le plan économique, la France est une économie de marché développée, plutôt orientée aujourd'hui vers la production de services (tourisme, commerce, NTIC, etc.). Du côté de la demande on peut aussi la percevoir comme une société de consommation ou la plupart des ménages ont accès à un certain confort matériel, notamment depuis les 30 Glorieuses, période de hausse rapide de la production et des revenus qui en découlent. Cette évolution économique s'accompagnerait d'un point de vue social d'une moyennisation de la société tant sur le plan du niveau de vie que des modes de vie.

(*Problématisation = Pourquoi le sujet est intéressant ? Pourquoi il se doit d'être posé en SES ?*) : Or le concept de classes sociales a été élaboré par Karl Marx au 19^{ème} siècle, période de révolution industrielle, de l'émergence des grandes villes et de l'essor de l'emploi ouvrier. C'est cette société passée que Marx analyse et perçoit comme se polarisant autour de deux grandes classes sociales : la classe bourgeoise d'un côté, dominante dans la sphère économique et donc dominante dans toutes les autres sphères de la société (sociale, politique, culturelle) et la classe ouvrière, uniquement propriétaire de sa force de travail donc dominée dans la sphère économique et dans l'ensemble de la société capitaliste. Ces deux classes, à la fois en soi et pour soi s'inscrivent pour Marx dans la lutte des classes qu'il veut percevoir dans les grèves ouvrières, l'apparition des syndicats ouvriers ou encore l'émergence de partis politiques se réclamant de cette même classe.

Or on voit bien ici la difficulté d'utiliser un concept forgé dans le cadre social du 19^{ème} siècle pour rendre compte de la société française actuelle, ce concept du passé garde-t-il encore une pertinence dans une société française transformée, au moins depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle ?

(*Plan*) Il est possible de confronter ce concept à la société française actuelle à partir de la définition donnée par Marx lui-même en essayant de voir s'il existe encore des classes en soi et pour soi dans la société française actuelle ou si au contraire ces deux acceptions des classes sociales ne sont plus pertinentes aujourd'hui.

Conclusion :

Enfin, si le concept de classes sociales perd de sa pertinence dans la société française actuelle c'est surtout parce que sur le temps long, dans les sociétés démocratiques, les inégalités sociales, économiques, politiques et culturelles, se sont réduites par la mise en place de système de protection sociale, de fiscalités progressives, de services collectifs ou encore de mesures de lutte contre les discriminations. Or ces mesures sont-elles même le fruit d'opposition, de « lutte des classes » ou d'un point de vue plus neutre d'un engagement politique notamment issu de la structuration à la fin du 19^{ème} siècle et pendant toute une partie du vingtième du siècle d'un mouvement ouvrier représenté par des partis (PCF, PC) des syndicats (CGT) ou des médias (L'Humanité) qui ont appuyé la mise en place de ces politiques qui ont forcément contribué à ce qu'est la société française actuelle, moins inégalitaires que celle qu'a pu observer Karl Marx. Le compromis égalitaire des 30 glorieuses a donc permis de contenir cette lutte des classes et le déclin objectif des inégalités (réduction de la distance inter-classes) atténué forcément la conscience de classe. Il est donc logique que ce concept ait progressivement perdu de sa pertinence pour rendre compte de la société française actuelle. Cependant, cette atténuation de la conscience de classe et donc de la lutte de des classes pourrait être propice à la restructuration des inégalités passées. Par exemple les inégalités, notamment économiques, semblent de nouveau augmenter (top 1%), et les mêmes causes produisant les mêmes effets cette hausse des inégalités peut conduire à une restructuration progressive des classes sociales comme pourrait en témoigner l'émergence de mouvements sociaux comme le mouvement des gilets jaunes ou la hausse, légère, de la syndicalisation suite à la dernière réforme des retraites.

Plan possible :

<p>I) La persistance de la pertinence d'une analyse en termes de classes...</p> <p>A) Si la classe en soi est toujours pertinente...</p> <ol style="list-style-type: none">1) Les inégalités de niveau de vie persistent voire reviennent...2) ... ce qui continuent de distinguer les modes de vie. <p>B) ... le concept de classe pour soi devrait l'être aussi.</p> <ol style="list-style-type: none">1) Les inégalités économiques déterminent toujours la domination politique des plus favorisés...2) ... qui semblent préserver une conscience de classe : (le cas de la haute bourgeoisie)	<p>II) ... est remise en cause par les évolutions du cadre socio-économique français.</p> <p>A) Les frontières objectives des classes en soi se brouillent réduisant la pertinence du concept...</p> <ol style="list-style-type: none">1) La réduction des distances inter-classes...2) ... et l'augmentation des distances-intra. <p>B) ... et remettent forcément en cause l'identification subjective à une classe sociale au sens de Marx.</p> <ol style="list-style-type: none">1) Si les individus déclarent appartenir à une classe sociale, c'est la classe moyenne...2) ... qui ne s'inscrit pas dans la lutte des classes.
<p>Bilan/Transition : Mais si la haute bourgeoisie est un exemple de la permanence d'une classe sociale (en soi et pour soi) elle ne concerne finalement qu'une infime minorité en termes d'effectifs de la population. L'analyse en termes de classes sociales ne semble pas totalement résister dans le reste de la société à une moyennisation économique et sociale remettant en cause à la fois la classe en soi et pour soi.</p>	